

# Municipales : ces députés qui veulent retourner dans leur mairie

Une cinquantaine de parlementaires envisagent d'abandonner les bancs du Sénat ou de l'Assemblée pour se lancer dans la course aux municipales.

Par **Jannick Alimi et Quentin Laurent**

Ce n'est pas un raz de marée, mais la vague est notable : ils sont une quarantaine de députés (sur 577) et une dizaine de sénateurs (sur 348) à s'engager pour [les municipales](#), quitte pour cela à abandonner leur siège de parlementaire. De La République en Marche (entre 17 et 20) au RN (deux) en passant par le PS (cinq à ce jour), le MoDem (sept déclarés ou potentiels) et les Républicains (entre 10 et 15 à l'Assemblée et une demi-douzaine au Sénat), ils partent sans état d'âme, mais non sans pincement de cœur. On ne raccourcit pas un mandat national sur lequel on a sollicité le suffrage universel sans réflexion ni émotion.

Pour [Annaïg Le Meur](#) (LREM), candidate à Quimper (Finistère), la décision n'a pas été facile à prendre. « Si ce n'était pas mon suppléant qui me remplaçait, je conserverais mon mandat de députée », explique cette kinésithérapeute et cheffe d'entreprise de 46 ans.

« C'est la fin du cumul des mandats entre un fauteuil de parlementaire et un exécutif local qui nous a forcés à trancher », souligne la plupart d'entre eux. Une contrainte jugée parfois salutaire. Nombre de parlementaires sont motivés par un retour sur le terrain loin des réalités abstraites du Palais Bourbon et de ses laborieuses procédures législatives. « J'ai envie de traiter des sujets qui touchent directement les citoyens dans leur vie quotidienne. Nous constatons, de plus en plus, que les demandes et les attentes de la population, concernent principalement [le maire](#) », expliquait il y a quelque temps Nathalie Bassire (députée rattachée au groupe LR), candidate pour la première fois au Tampon (La Réunion) dans la presse locale.

### **« Le Parlement est désormais décoratif »**

« C'est en tant que maire que j'ai été le plus heureux, le plus efficace. Rendre service, construire, ça me manque », confirme Laurent Furst. À 54 ans, ce député LR qui fut maire de Molsheim (Bas-Rhin) jusqu'en 2017, se présente de nouveau dans sa commune et s'apprête, en cas de victoire, à laisser son siège au Palais Bourbon après deux mandats dans l'opposition.

« La pratique parlementaire a changé, témoigne l' élu alsacien. Le Parlement avant 2017 était consultatif, il est désormais décoratif. Les décisions viennent d'en haut et l'Assemblée est devenue une chambre d'enregistrement. »

Déception, impression d'inutilité... À ces sentiments mêlés, se greffe aussi la volonté, pour certains élus, de sauver l'ancrage territorial de leur famille politique. « Si j'ai été candidat en 2017, c'est pour que cette circonscription reste à gauche », explique le député socialiste Luc Carvounas (48 ans) qui, deux ans plus tard, a fait le choix contraire en

rebriguant son ancien siège de maire à Alfortville (Val-de-Marne). « La mobilisation des [Gilets jaunes](#) a renforcé ce que je ressentais, poursuit-il. Les gens attendent des réponses précises pour leur quotidien. Et c'est dans la commune que tout se décide. »

Redevenir maire ? C'est par le terrain que « la gauche retrouvera la confiance » des citoyens, croit Carvounas. Agir « local » et penser « national », c'est la « touche » de ces ex-députés qui veulent se réincarner en maires.